

COMUNE de GRENAY

Motion contre l'anglicisation

L'anglicisation ne cesse de progresser en France. Drive, mail et autres business sont entrés dans notre quotidien. Cette anglicisation, utilisation de la langue anglaise à outrance, n'est pas anodine. Ce diktat de la langue unique est mis en place par ceux-là même qui imposent le diktat des marchés financiers et de leurs alliés anglo-mondialistes, qui veulent gouverner aux dépens du monde du travail.

Le refus de cette anglicisation massive se fait de plus en plus sentir dans les entreprises, à l'image de la campagne menée par le syndicat CGT Carrefour de Nîmes-sud qui a organisé une pétition pour protester contre la politique anglicisante de Carrefour et plus généralement contre le politique d'anglicisation. Le monde du travail prend conscience de la relation entre le fait de perdre peu à peu ses acquis sociaux et celui de perdre sa propre langue au profit de l'anglais.

D'autre part, l'anglicisation gagne du terrain dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur. La récente loi Fioraso s'inscrit dans la continuité de la politique de marchandisation de l'enseignement supérieur en modifiant le principe énoncé dans le code de l'Education qui fait du français la langue de l'enseignement, des examens, concours, thèses et mémoires, l'ouvrant à d'autres langues, sous entendu à l'anglais.

Le Conseil Municipal de Grenay, à l'unanimité,

Considère que la Francophonie, qui pourrait représenter en 2050, près de 800 millions de locuteurs dans le monde, ne doit pas s'abaisser devant l'anglicisation dans tous les domaines

Considère que la langue française doit rester la seule « langue de la République »,

Refuse que la dictature de la langue et de la pensée uniques soient imposées en France et partout dans le monde,

Soutient le combat de la CGT de Carrefour Nîmes-sud et des organisations, telles « Courriel » qui défendent le modèle social français contre l'anglo-mondialisation,

Demande au gouvernement d'écouter et de prendre en considération les parlementaires qui ont engagé des démarches pour enquêter sur les dérives linguistiques actuelles en France.